



## SESSION ANNUELLE DES ASSEMBLÉES DES GOUVERNEURS

## FORTALEZA (BRÉSIL)

AB-2174  
CII/AB-813  
11 mars 2002  
Original : espagnol

DISCOURS DU GOUVERNEUR POUR LA COLOMBIE  
À LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

*Juan Manuel Santos*

1. C'est désormais un lieu commun de dire que le monde a changé le 11 septembre ; la guerre contre le terrorisme est devenue une priorité pour la communauté internationale. Si nous ajoutons la récession économique et les problèmes qui sont propres à notre Région, nous pouvons affirmer sans le moindre doute que cette session de l'Assemblée se tient à un moment des plus difficiles, et donc des plus intéressants, de l'histoire contemporaine de l'Amérique latine. Aussi, les décisions qui seront prises ici et les politiques qui seront adoptées revêtent-elles une importance toute particulière.
2. De même que le 11 septembre a changé l'histoire du monde, dans le cas de la Colombie, c'est le 20 février dernier, date à laquelle le processus de paix avec les FARC a été interrompu, qui a changé l'avenir de notre pays. La lutte contre le terrorisme est passée au tout premier plan et maintenir la stabilité économique est devenu un facteur essentiel de notre sécurité nationale.
3. C'est pourquoi, je voudrais dire haut et clair que le gouvernement colombien fera non seulement tout ce qui est possible, mais encore tout ce qui est nécessaire pour ne pas se laisser mettre à genoux par le terrorisme ni par ses sources de financement que sont l'enlèvement et le trafic de stupéfiants. Puisqu'un des objectifs des terroristes est d'affaiblir notre économie, nous nous engageons à redoubler d'efforts pour maintenir la confiance qu'une bonne gestion des finances publiques a réussi à créer.
4. Notre première réaction face à la rupture du processus de paix a été d'envoyer des signes très clairs aux marchés en annonçant des réductions budgétaires dans divers secteurs, à l'exception de celui de la défense. Nous avons aussi affirmé que, si nous devons augmenter les revenus de l'État pour financer les coûts additionnels que représente cette guerre, nous le ferions sans sacrifier l'objectif que nous nous sommes fixé : la durabilité de notre économie à moyen terme.
5. En d'autres termes, nous nous appliquerons à poursuivre une gestion macro-économique prudente et responsable quels que soient les facteurs adverses que nous rencontrons au niveau international et local. C'est en effet précisément dans les moments de

crise qu'il faut plus que jamais conserver la tête froide et être responsables, et éviter de recourir à des solutions de facilité à court terme qui, l'histoire nous l'a montré, sont souvent très coûteuses pour nos peuples.

6. Ceci ne veut pas dire que la communauté internationale peut rester indifférente face à la crise que traverse notre Région ou face aux problèmes particuliers que connaît la Colombie, surtout lorsque, comme c'est notre cas, nous faisons la guerre au terrorisme et au trafic de stupéfiants, car ces problèmes ne touchent pas que la Colombie mais le monde entier. Le principe de la co-responsabilité s'applique donc.

7. Nous nous préoccupons de voir se propager la thèse selon laquelle les flux de ressources provenant des institutions multilatérales comme la BID et destinés aux pays à revenus intermédiaires comme la Colombie peuvent être réduits pour la seule raison simpliste que nous disposerions d'un accès illimité aux marchés de capitaux. Rien n'est plus faux. Il suffit pour s'en rendre compte de comparer les volumes réels du flux net de capitaux à destination de l'Amérique latine actuels et ceux d'il y a quelques années.

8. Comme l'indique si bien le Groupe consultatif indépendant (EAG) dans l'excellent rapport présenté hier par Angel Gurría, auquel nous souscrivons sans réserve, la Région ne peut se passer des institutions multilatérales qui jouent un rôle anticyclique important car nous courrions le risque de provoquer une autre crise plus grave encore que celle que nous avons connue récemment.

9. Une autre thèse étrange qui s'inscrit dans la même philosophie est celle qui a obligé la BID à imposer des limites aux ressources disponibles pour financer ce que nous avons appelé les « prêts à l'appui de réformes ». Aucune étude n'a permis de montrer que le bénéfice social que l'on peut retirer du financement de projets est plus important que celui qui découle des réformes politiques. Le bon sens, qui souvent fait tant défaut dans les grandes décisions, nous montre que, sans assainissement des variables fondamentales, n'importe quel investissement social a de grandes chances de ne donner aucun résultat.

10. Ceci ne signifie pas que nous ne reconnaissons pas l'impérieux besoin de mesurer l'impact social des ressources mises en œuvre. Au contraire. En Colombie, nous avons voulu nous assurer que les crédits sociaux auront une forte rentabilité sociale et, pour cela, nous avons été les premiers à établir des processus, des indicateurs et des mesures nous permettant d'évaluer nos progrès dans la réalisation de ce sain objectif. Il serait dès lors hautement préférable que la BID nous aide, nous et les autres pays, à peaufiner ces mécanismes d'évaluation afin que les ressources utilisées aient le plus grand impact possible en termes de développement.

11. Une troisième thèse étrange est celle qui consiste à penser qu'il serait possible d'éliminer la pauvreté en concentrant les efforts des institutions multilatérales uniquement sur les pays à plus faibles revenus. N'y aurait-il donc pas plus de pauvres au Brésil, en Colombie ou dans n'importe quel autre pays latino-américain que dans un grand nombre de pays à qui bénéficierait cette politique discriminatoire ?

12. Ne me comprenez pas mal. Nous ne sommes pas contre le fait que les pays riches souhaitent offrir de l'argent aux pays les plus pauvres. Au contraire, nous en sommes très heureux et nous soutenons cette idée. Mais, mon Dieu, ceci ne peut se faire au détriment des

pays qui, comme nous, font des efforts remarquables pour sortir du sous-développement et pour réduire l'incroyable inégalité qui nous afflige. Avant de nous demander, à nous qui n'avons pas de ressources, de l'argent pour aider les pays les plus pauvres, il serait plus louable que ceux qui disposent des ressources nécessaires atteignent les objectifs d'aide aux nations les plus pauvres définis par les Nations Unies.

13. Si vraiment nous voulons lutter contre la pauvreté, il y a des choses très précises que des entités comme la BID peuvent faire et qui produiraient de grands résultats. Je pense notamment au café qui traverse la pire crise de son histoire et qui plonge pratiquement dans la famine l'Amérique centrale, la moitié de la Colombie et un grand nombre d'autres zones dans notre Région. Cette crise menace en outre la stabilité économique de ces pays. Alors qu'une tasse de café se paie trois dollars à New York, le producteur d'El Salvador ou de la Colombie ne reçoit lui – tenez-vous bien – qu'un cent. Un effort minimum pour organiser le marché du café et pour financer la diversification des zones de production les moins efficaces permettrait d'aider plus, beaucoup plus, les pauvres d'Afrique et d'Amérique latine que cette idée étrange.

14. Qu'il me soit permis pour terminer d'aborder un problème qui nous concerne tous et qui touche les Colombiens de manière particulière : je veux parler de la lutte contre le blanchiment d'argent qui, comme nous le savons parfaitement, est la moelle épinière du financement du trafic de stupéfiants et du terrorisme. En Colombie, nous nous sommes dotés d'instruments particuliers et d'une législation pour combattre ce fléau. Mais il reste encore beaucoup à faire. Tout effort serait vain sans une action coordonnée et efficace au niveau international. Ceci, vous le savez mieux que moi. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il serait opportun de demander à la BID qu'elle joue un rôle plus proactif à cet égard. Nous gagnerons tous si nous réussissons à briser le bras financier du crime international.

15. Nous devons non pas affaiblir, mais bien renforcer la BID. Nous devons lui donner plus de ressources, lui permettre d'apporter une aide à la Région grâce à des fonds d'urgence comme celui que nous sommes en train d'approuver, pour qu'elle étende son champ d'action, qu'elle double sa capacité d'intervention anticyclique et qu'elle puisse avoir plus de pouvoir dans un monde « globalisé » où il est impérieux qu'il existe des institutions capables de compenser les lacunes des marchés.

16. Les conditions que connaît l'Amérique latine exigent que nous apportions le meilleur de nous-mêmes. Elles requièrent que nous soyons engagés et responsables. Nous ne pouvons manquer à cet appel. L'histoire ne nous le pardonnerait pas.

17. Au nom de tous les Colombiens, nous tenons à vous exprimer, Monsieur le Président Iglesias, notre éternelle reconnaissance pour votre engagement, votre leadership et votre résolution à lutter pour la défense des intérêts de tous les Latino-américains.